

**Un an de guerre en Ukraine : un bilan terrible.
Crimes de guerre, viols de masse, actes génocidaires, crimes contre
l'humanité, rien n'arrête la Russie de Poutine.**

**Parmi les nombreux actes qui devront un jour être jugés par la Cour pénale
internationale, focus sur les enlèvements et la déportation d'enfants
ukrainiens en Russie.**

Le 20 juin 2022, la vice Première ministre d'Ukraine, Iryna Verechtchouk, déclarait que 1,2 million d'Ukrainien·e·s avaient été déporté·e·s en Russie depuis le début de l'offensive russe en Ukraine et, parmi eux, 240 000 enfants.

Ces chiffres font l'objet de débats et il est de toute façon très difficile d'avoir une estimation précise dans un tel contexte de guerre et d'occupation du territoire ukrainien par l'armée russe. Ce qui est sûr en revanche, c'est que ce trafic commence à être bien documenté : des milliers d'enfants ukrainiens, orphelins ou pas, ont été enlevés pour être adoptés de force en Russie par des familles russes, dans le cadre d'une politique de russification de la population ukrainienne de la part de l'État russe. Très concrètement, ces enfants ont été pris dans les maternités et les orphelinats mais aussi – et des classes entières – dans les écoles primaires se trouvant dans les zones occupées par l'armée russe sous le prétexte de les envoyer en « colonie de vacances » en Crimée pour qu'ils se reposent loin des bombardements ; ils sont enfin carrément arrachés à leurs parents à leur arrivée en Russie comme « réfugié·e·s » dans les camps de filtration mis en place par les autorités russes. Ils ne reviennent jamais.

Le gouvernement ukrainien a créé dès le début de l'agression russe un portail dédié à ce problème, « Children of War » (<https://childrenofwar.gov.ua/en/>), conçu comme un outil pour retrouver des enfants, les sauver et les libérer. Il est dirigé par Darya Herassymchuk, conseillère du président Zelensky pour les droits et la réhabilitation des enfants. Le portail recense le nombre d'enfants identifiés avec certitude qui ont été déportés vers la Russie, photos, noms et prénoms à l'appui. Il donne également d'autres chiffres concernant le nombre d'enfants tués, blessés, disparus sans qu'on connaisse leur sort. À ce jour (4 février 2022), il donne les chiffres suivants : 460 enfants tués, 919 blessés, 349 disparus, 16 222 déportés, 9466 trouvés et 126 enfants revenus dans leur famille.

Cette collecte de données a également pour objectif de mettre à jour un système organisé au plus haut niveau par un État russe colonial et qui vise à russifier de force une population civile, la politique menée consistant à faciliter l'adoption d'enfants ukrainiens par des familles russes qu'ils soient orphelins ou pas par le biais d'une procédure de naturalisation accélérée (La Russie interdit en effet l'adoption d'enfants étrangers).

Il s'agit bien d'un acte génocidaire selon l'article 2 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre qui interdit le transfert d'enfants du territoire des hostilités vers le territoire d'un État agresseur.

Ce trafic d'enfants à grande échelle a été confié à Maria Lvova Belova, commissaire aux droits de l'enfant nommée à ce poste par Vladimir Poutine en 2021, en charge des opérations de déportation suivie d'adoption forcée par des familles russes et qui figure aujourd'hui sur la liste des personnalités russes qui devront être jugées par la CPI. Âgée de 38 ans, mère de 10 enfants dont cinq adoptés parmi lesquels un enfant ukrainien, c'est une égérie du parti de Vladimir Poutine, « Russie unie » et de l'église orthodoxe de Russie qui soutient le régime (son mari est devenu pape en 2019). Pour elle, il s'agit bien évidemment de « mettre à l'abri » et de « sauver » des enfants ukrainiens qui sont confiés à des familles russes pour adoption contre une rémunération versée par l'État dans le cadre d'une politique assumée de « désukrainisation » voulue par Vladimir Poutine qui a fait adopter en mai 2022 une loi facilitant l'octroi de la nationalité russe à la population ukrainienne.

Les prénoms des enfants sont souvent changés, leur date de naissance également pour compliquer les éventuelles recherches, on leur octroie un passeport russe avec une nouvelle identité. On les envoie dans des centres de « rééducation » et de « réhabilitation psychologique » pour apprendre à marche forcée la langue et l'histoire russes, oublier l'hymne national ukrainien et apprendre l'hymne russe, etc. Un lavage de cerveau bien orchestré.

57 régions russes ont ainsi été identifiées comme des points de détention temporaire d'enfants ukrainiens « privés de soins parentaux ». Ils sont envoyés, à leur arrivée en Russie, dans des « centres pour la promotion de l'éducation familiale » où un tuteur lance la procédure de naturalisation accélérée. L'identité modifiée de ces mineurs est enregistrée ensuite dans la plateforme en ligne de la banque fédérale d'adoption qui met à disposition des familles adoptantes toutes les informations les concernant (âge, sexe, date et lieu de naissance, etc...). L'allocation versée par l'Etat russe varie selon l'âge de l'enfant, le nombre d'enfants ou de fratries adoptés, la situation de handicap ou pas, etc. Elle peut aller jusqu'à 2000 euros (chiffre figurant sur le portail officiel de la ville de Krasnodar selon France Info qui a mené une enquête fouillée et très récente sur le sujet).

Cette pratique, totalement contraire au droit international et à la Convention des droits de l'enfant, a été dénoncée par Amnesty International comme crime de guerre et potentiel crime contre l'humanité dans un rapport publié en novembre 2022 ; elle a fait par ailleurs l'objet d'une plainte auprès de la Cour pénale internationale déposée en décembre 2022 par l'association française « Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre » qui a également lancé une pétition en ligne (<https://www.change.org/p/bringbackukrainiankids?redirect=false>) et réalisé un clip d'alerte, « Á bientôt les enfants ! », porté par la voix de Guillaume Gallienne (<https://www.youtube.com/watch?v=b7OKgffyrXQ>)

L'association demande à la CPI d'ouvrir une enquête pour « génocide » et a déposé un dossier qui s'appuie sur de nombreux témoignages recueillis par des journalistes et des ONG mais aussi des documents officiels russes comme ukrainiens.



SOPA Imageslimited,Zaporizhia,Ukraine,08thMay 2022

Pour signer la pétition lancée par l'association française « Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre » et soutenue par de très nombreuses personnalités, associations et organismes, **suivre le lien** <https://www.change.org/p/bringbackukrainiankids?redirect=false>